

PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES**

Bureau de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement
N°2008-630

**Arrêté de levée de garanties financières
Carrière Valantin à Bertrichamps**

**Le préfet de Meurthe-et-Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles et L. 515-5, L. 516-5, 512-31 et R. 516-1 à R. 516-6 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1999.614 du 9 août 2000 autorisant la société Valantin à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune de Bertrichamps ;

Vu le dossier de cessation d'activité déposé le 1^{er} septembre 2008 par la société Valantin ;

Vu le procès-verbal de récolement référencé CM/EH/369/2009 établi par l'inspection des installations classées de la DRIRE le 11 mai 2009 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 11 mai 2009 ;

Vu le procès-verbal de récolement de l'inspection des installations classées référencé CM/EH/327/2009 en date du 23 avril 2009 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en formation dite "des carrières" le 22 septembre 2009 ;

Considérant que le dossier de déclaration de fin de travaux comporte l'ensemble des documents exigés à l'article R.512-74 du code de l'environnement ;

Considérant que les conditions de remise en état du site correspondent, d'une part, aux prescriptions définies à l'article 7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, et d'autre part, aux dispositions prévues dans le chapitre réaménagement versé dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRÊTE

Article 1 : Bénéficiaire et portée de l'arrêté

L'obligation de garanties financières pour la carrière à ciel ouvert de sables et graviers autorisée sur le territoire de la commune de Bertrichamps à la société Valantin est levée.

Article 2 : Cadre réglementaire :

La levée de l'obligation de garanties financières est prononcée en application du II de l'article R. 516-5 du code de l'environnement.

Article 3 : Abrogation

L'arrêté préfectoral n° 1999.614 du 9 août 2000 autorisant la société Valantin à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de Bertrichamps est abrogé.

Article 4: Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1° - une copie du présent arrêté sera déposée dans les mairies de Bertrichamps, Baccarat, Deneuvre, Lachapelle, Merviller Thiaville-sur-Meurthe, Veney, Sainte-Barbe (88) et Raon l'Étape (88) et pourra y être consultée par toute personne intéressée,

2° - un extrait de cet arrêté sera affiché dans les mairies précitées pendant une durée minimum d'un mois. Les maires établiront des procès-verbaux constatant l'accomplissement de cette formalité et les feront parvenir à la préfecture.

3° - un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

Article 5 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, selon les modalités et les délais prévus à l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

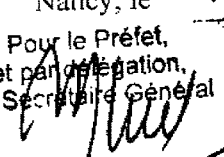
Article 6 : Exécution de l'arrêté

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de Lunéville, Mme et MM les maires concernés, M. l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur de la société Valantin
- M. le directeur de l'établissement garant

Et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur interrégional de la navigation du Nord-Est
- M. le directeur régional de l'environnement
- M. le directeur régional des affaires culturelles
- M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile
- M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours

Nancy, le 07 OCT. 2009
Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

François MALHANCHE